

LES CHIFFRES DU MOIS



3 journalistes détenus par l'armée birmane alors qu'ils réalisaient un reportage dans le nord de l'Etat Shan ont été inculpés sous l'article 17(1) de la loi des Rassemblements Illicites

Depuis **6 ans**, la guerre fait rage dans le nord du pays (Etats Kachin et nord-Shan)



80 000 enfants pourraient nécessiter un traitement contre la malnutrition dans les zones où l'armée a mené son opération de répression à l'encontre des Rohingya

LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS



La liberté d'expression en danger. Au mois de juin, cinq journalistes de trois médias différents ont été arrêtés. L'armée birmane a inculpé trois reporters et quatre civils sous la loi des Rassemblements Illicites pour des allégations de « connections » avec l'armée Ta'ang (TNLA). Les deux reporters du média Democratic Voice of Burma couvraient un événement organisé par la TNLA dans le nord de l'Etat Shan, célébrant la journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues en brûlant des drogues, lorsqu'ils ont été embarqués par les militaires. Ces arrestations ont alarmé la communauté médiatique, craignant de plus en plus de restrictions de la liberté d'expression. Des organisations médiatiques ont envoyé une lettre ouverte aux leaders du pays, décrivant cette arrestation comme une censure de la presse et appelant à la libération immédiate des trois journalistes détenus.

La loi sur les télécommunications : arrestations et outrages. La police a arrêté l'éditeur en chef et un éditorialiste du Voice Daily sous la très controversée section 66(d) de la Loi sur les Télécommunications pour avoir prétendument diffamé l'armée birmane à travers un article satirique sur les conflits armée et le processus de paix. L'éditeur en chef a témoigné être le seul responsable de la publication sur les réseaux sociaux, la Cour a alors abandonné les charges contre l'éditorialiste détenu et l'a relâché. Ces deux journalistes ont de nouveau été convoqués par la suite pour une autre poursuite lancée par l'armée birmane à propos du même article. Plus de 100 journalistes ont manifesté à Rangoun contre la section 66(d) de la loi sur les Télécommunications. Des journalistes birmans ont formé un Comité pour la Protection des Journalistes de 21 membres. Alors que le gouvernement civil promet qu'il a prévu d'amender cette section de la loi, le Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) a empêché l'avocat du parti d'amener cette question lors d'une session de la Chambre Haute du Parlement. 61 organisations, dont Info Birmanie, ont appelé le gouvernement birman à faire en sorte que la loi sur les Télécommunications soit conforme aux standards internationaux.

Les autorités ont inculpé trois musulmans pour avoir prié face à une école islamique dans la ville de Rangoun. Les représentants du gouvernement régional ont menacé de prendre des mesures à l'encontre de ceux qui prient en public sans autorisation officielle car ils pourraient prétendument perturber la « stabilité et l'état de droit » ; ce à quoi des musulmans ont répondu qu'ils n'avaient pas assez d'espaces disponibles pour la prière.



Les combats s'accroissent dans les Etats Kachin et Shan : à nouveau, des milliers de civils déplacés. L'Alliance du Nord a accusé l'armée birmane de lancer de plus en plus d'offensives à l'encontre de ses membres. De nouvelles hostilités ont éclaté entre l'armée birmane et l'armée Kachin (KIA) dans une zone minière contrôlée par la KIA. L'armée birmane a justifié ses actions en évoquant que l'objectif de cette opération était d'éliminer les impacts négatifs miniers. Des milliers de personnes ont été obligées de fuir. Les combats n'ont cessé de s'intensifier par la suite et l'armée birmane continue d'utiliser de l'artillerie lourde, mettant en grand danger les populations civiles.

La situation se détériore dans l'Etat d'Arakan. Les forces de sécurité birmanes ont opéré une descente dans un site soupçonné d'être un camp d'entraînement armé de militants Rohnigya et ont tué trois hommes lors d'une « opération de nettoyage » dans la chaîne de montagnes de Mayu, dans les townships de Maungdaw et Buthidaung. Le gouvernement aurait été informé par une source anonyme de sessions de formations armées dans les montagnes de la région qui se tiendraient depuis longtemps, et que des militants s'y regroupaient régulièrement. D'autre part, les attaques à l'encontre des civils continuent : fin juin, quatre nouvelles personnes ont été tuées lors de trois incidents. Comme les autorités ont tout de suite parlé de responsables musulmans, la suspicion entre les communautés bouddhistes et musulmanes continue d'augmenter. est de plus en plus forte.

Le projet de Zone Economique Spéciale (ZES) de Kyaukphyu.

Au début du mois de juin, des recherches ont révélé que les travaux sur les contrats et les acquisitions de terre pour la ZES de Kyaukphyu dans l'Etat d'Arakan avaient déjà commencé, avant même que l'Évaluation des Impacts Environnementaux et Sociaux ait été menée. Des experts juridiques ont dénoncé le fait que cela pouvait enfreindre les lois nationales. Alors même que l'évaluation n'a pas commencé et devrait durer au moins un an, le principal promoteur – CITIC, basé à Beijing en Chine – a demandé à la Birmanie de finaliser les termes du contrat pour la fin de 2017 afin que la construction puisse commencer en 2018. Le comité de la ZES de Kyaukphyu a rencontré 63 paysans des villages qui seraient concernés par l'acquisition des terres, sans aucune transparence et en l'absence d'organisations de la société civile et/ou d'avocats.



LE FOCUS DU MOIS**CRISE OUBLIÉE****DEPUIS 6 ANS, LA GUERRE FAIT RAGE DANS LE NORD DE LA BIRMANIE
(ETAT KACHIN ET NORD SHAN)**

Six ans après la reprise du conflit dans l'État Kachin (le 9 juin 2011), nos organisations se solidarisent avec le peuple Kachin pour dénoncer l'oubli de cette crise pourtant toujours bien réelle.

Dans un communiqué publié aujourd'hui, les organisations locales (notamment Caritas Birmanie (KMSS) et Metta Development Foundation partenaires de nos organisations) témoignent de combats ayant fait plusieurs morts et 600 nouveaux déplacés dans la commune de Tanai au Nord-Ouest l'ouest de l'Etat Kachin.

En 2011, par une attaque des postes de contrôle de l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA), l'armée birmane mettait fin à 17 ans de cessez-le-feu dans la région. Depuis, la situation n'a cessé de se dégrader. Dans l'Etat Kachin, plus de 86 000 personnes vivent actuellement dans 140 camps de déplacés internes (IDPs) et près de 20 000 personnes se sont réfugiés en Chine. Dans le nord de l'État Shan, ce sont près de 12 000 IDPs qui habitent dans 42 camps.

La seconde Conférence de Panglong pour la paix vient de s'achever¹. Si des efforts pour un processus inclusif peuvent être soulignés car tous les groupes ethniques armés ont été invités à y assister, ceux qui ne sont pas signataires de l'accord de cessez-le-feu (NCA)² n'ont pas pu prendre part aux négociations. C'est notamment le cas des groupes en conflits actifs avec l'armée dont l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA) fait partie, qui ont de nouveau affirmé en avril dernier qu'ils ne signeraient pas le NCA et qu'une alternative devait être

1 La seconde Conférence de Panglong pour la paix a rassemblé des représentants du gouvernement civil, du parlement, de l'armée birmane, des représentants de 15 groupes ethniques armés, des partis politiques et quelques organisations de la société civile birmane.

2 Le NCA a été signé en octobre 2015 entre le précédent gouvernement issu de l'ancienne junte et 8 des 23 groupes armés rebelles.

trouvée.

Depuis la première conférence de Panglong en août 2016, les offensives de l'armée birmane se sont multipliées. Le 20 novembre dernier, c'est l'Alliance du Nord – dont la KIA fait partie – qui a lancé une attaque contre les militaires. Lors de ces affrontements, les troupes armées gouvernementales n'ont pas hésité à utiliser à de nombreuses reprises de l'artillerie lourde et des avions de chasse pour des bombardements. Ces combats ont provoqué des vagues successives de déplacement obligeant les populations civiles à vivre dans des situations extrêmement précaires.

Les autorités birmanes continuent de restreindre l'accès humanitaire dans certaines zones. Les organisations locales répondent aux premiers besoins, mais n'ont pas les moyens financiers et matériels pour faire face au nombre croissant de personnes déplacées (IDPs). Depuis 2015 les Nations Unies ne sont pas autorisées à faire parvenir l'assistance à près de 40 000 IDPs se trouvant dans les zones non contrôlées par le gouvernement.

Les populations civiles restent les premières victimes de ce conflit. En solidarité avec nos partenaires de la société civile locale, nos organisations :

- => rappellent la nécessité d'un accès humanitaire sans entraves.
- => demandent l'arrêt immédiat des hostilités, le respect du Droit International et la protection des civils.
- => soutiennent la résolution du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies prévoyant l'envoi d'une mission d'établissement des faits en Birmanie dans les États d'Arakan, Kachin et Shan et regrettent la position des autorités birmanes à ce sujet³.
- => encouragent un processus de paix plus inclusif et équitable pour tous les groupes ethniques armés, et plus participatif pour la société civile.

Nous demandons donc au gouvernement français, à la Commission Européenne et à l'ONU d'œuvrer en ce sens par tous les moyens possibles.

³ Aung San Suu Kyi, dirigeante de facto du pays, a indiqué que cette mission « ne correspondait pas aux réalités du pays », alors que, les accusations de violations des droits de l'homme par l'armée sont nombreuses.